

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 09/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HYDRO EXTRUSION Lucé/Chateauroux Lucé1 (ex SAPA 1)**

42 Rue de Beauce  
28110 Lucé

Références : IC240628  
Code AIOT : 0010000243

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION Lucé/Chateauroux Lucé1 (ex SAPA 1) implanté 42 Rue de Beauce 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRO EXTRUSION Lucé/Chateauroux Lucé1 (ex SAPA 1)
- 42 Rue de Beauce 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000243
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'unité dite Lucé 1 de la société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX réalise la découpe, la trempe, le recuit et l'extrusion de billettes d'aluminium pour réaliser des profilés à destination des

industriels.

### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des accidents et des pollutions – plans de l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Demande d'action corrective	60 jours
3	Gestion des produits.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Demande d'action corrective	60 jours
5	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Demande d'action corrective	60 jours
7	Prévention des accidents et des pollutions – Canalisations	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	/	Demande d'action corrective	60 jours
8	Dispositif de prévention des accidents – Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance fréquente	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er	Susceptible de suites	Sans objet
4	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Prévention des accidents et des pollutions – Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
10	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Autosurveillance fréquente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des données d'autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la précédente visite, il avait été constaté : <i>"L'inspection relève que les déclaration ne sont plus renseignées dans le logiciel GIDAF depuis juin 2023.</i></p> <p><i>L'exploitant indique que le fonctionnement des tours aéroréfrigérantes est dédié au refroidissement de la chaîne P35 à l'arrêt pour entretien et remise en état depuis l'été 2023.</i></p> <p><i>L'inspection confirme en inspection que la chaîne de production P35 est en cours de</i></p>

démantèlement pour changement de pièces et rénovation. L'exploitation de cette chaîne de production sera arrêtée jusqu'au premier trimestre 2024 selon l'exploitant.  
L'inspection précise à l'exploitant que l'absence d'analyses du fait de l'arrêt des tours aéroréfrigérantes devrait être déclaré dans le logiciel GIDAF."

L'inspection des installations classées indique les déclarations sur GIDAF n'ont pas été réalisées pour les mesures de légionelles et des eaux depuis avril 2024.

L'exploitant indique que les tours aéroréfrigérantes ont été remise en fonctionnement fin mai 2024 et que des mesures ont été réalisées les 28 mai 2024 et 29 août 2024.

Les mesures sur les eaux pluviales ont été réalisées le 08 août 2024.

Suite à l'inspection, l'exploitant a procédé aux saisies sur GIDAF des mesures effectuées.

Aucun dépassement en légionelles n'est constaté.

Les dernières mesures en zinc : 58 µg(Zn)/L en août 2024, 105 µg(Zn)/L en mai 2024, 407 µg(Zn)/L en février 2024) sont conformes aux valeurs limite définies dans l'arrêté du 9 avril 2019 (3mg/L).

L'exploitant indique que ces concentrations sont probablement liées à la toiture et aux gouttières car il n'utilise pas de zinc sur son site. Des travaux ont été entrepris pour remplacer la toiture. L'exploitant se rapprochera du gestionnaire de réseau pour s'assurer que ces rejets sont autorisés.

**Absence d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions – plans de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement des zones susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

« Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.

« L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour. »

**Constats :**

En inspection, l'exploitant présente le plan de son site reprenant les zones de dangers. Les cuves pour le nettoyage des outils, à l'origine du classement en 2565 (régime de l'enregistrement), n'apparaissent pas sur le plan.

**Constat : les caractéristiques des cuves n'apparaissent pas sur le plan général de l'installation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En particulier, l'exploitant ajoutera les caractéristiques des cuves de traitement de surface (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.) sur le plan général de l'installation pour se mettre en conformité sur ce point de contrôle. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

### N° 3 : Gestion des produits.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Registre de substances ou mélanges dangereux détenus

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il utilise le logiciel SEIRICH.

Les fiches de données de sécurité sont disponibles sur ce site, avec une alerte en cas de fiche de données de sécurité ancienne, permettant d'étudier sa mise à jour.

L'exploitant indique que la soude et l'ammoniac sont les principaux produits dangereux utilisés.

Un contrôle visuel du niveau de soude dans les cuves est réalisé chaque jour.

Les consommations de chaque produit sont renseignées une fois par an sur le logiciel SEIRICH.

Cependant, ce registre n'indique pas la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus.

L'exploitant précise que 8 bouteilles d'ammoniac de 44 kg sont présentes sur le site.

Sur le terrain, il est constaté la présence des cuves de soude portant en caractères très lisibles le nom de la substance dangereuse et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux. Ces cuves sont placées sur rétention.

**Constat : l'exploitant ne dispose pas d'un registre indiquant la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus sur son site**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 4 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2023

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

Lors de la précédente visite, il avait été constaté : *"L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose des moyens en eau en cas d'incendie adaptés au risque à défendre. "*

Par courrier du 7 février 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, qu'il était en cours de réalisation d'une étude pour justifier les besoins en eau pour lutter contre l'incendie sur le site.

En inspection, l'exploitant indique que cette étude est jointe en annexe de l'étude de dangers, adressée à la DREAL en mai 2024. L'instruction est en cours.

Une convention avec une société voisine est en cours d'élaboration pour disposer d'un bassin, qui constituerait une réserve d'eau supplémentaire.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de communiquer le volume du bassin non inclus dans l'étude.

**Absence d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Prévention des accidents et des pollutions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  
« d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. » (applicable au 1er juillet 2024)

**Constats :**

L'exploitant indique que les presses sont les équipements les plus concernées par le risque d'incendie. Elles sont sous détection automatique avec cuves de mousse en cas de départ d'incendie.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas de dispositif de détection automatique d'incendie. Un devis a été réalisé, mais non validé à ce jour. Ces investissements sont prévus en 2025.

L'inspection des installations classées rappelle que la prescription de mise en place d'un dispositif de détection automatique d'incendie était applicable au 1er juillet 2024.

**Constat :** l'installation n'est pas doté d'un dispositif de détection automatique d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 6 : Prévention des accidents et des pollutions – Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le prochain contrôle des moyens de lutte contre l'incendie est prévu à partir du 25 septembre.  Les moyens de lutte contre l'incendie du site ont fait l'objet d'une vérification par la société SCUTUM le 12 septembre 2023. Les extincteurs corrodés, percutés, abîmés, manquants ou pour lesquels une épreuve décennale était requise ont été remplacés.  Sur le terrain, un échantillonnage des extincteurs permet de confirmer la vérification de ceux-ci en 2023.</p> <p><b>Absence d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Prévention des accidents et des pollutions – Canalisations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Canalisations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.  Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons.</p>

<p>L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des substances ou mélanges dangereux est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise qu'un examen visuel des canalisations est effectué. Il n'a pas connaissance de consignation des vérifications dans un document.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de schéma des réseaux des canalisations.</p> <p><b>Constat : l'exploitant ne dispose pas d'un schéma des réseaux de canalisations et du document consignant les vérifications effectuées sur les canalisations.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé, en particulier un plan des réseaux de canalisations et une copie du document consignant les vérifications réalisées sur les canalisations. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 8 : Dispositif de prévention des accidents – Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>« III (à partir de juillet 2024). Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.</p> <p>« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel</p> <p>APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</p> <p>« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'exploitant précise que la visite de contrôle des installations électriques est programmée le 9 octobre 2024.</p> <p>Une société est venue traiter les points de non conformité relevés dans le document Q18 du 24 octobre 2023.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs d'intervention de cette société ayant permis de traiter les sources de danger des installations électriques.</p> <p><b>Constat : L'exploitant transmettra le rapport de vérification des installations électriques réalisé en 2024 dans le mois suivant sa réception.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 9 : Retentions et bassin de confinement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 &gt; III.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Retentions et bassin de confinement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, qu'il était en cours de réalisation d'une étude pour justifier le dimensionnement des rétentions et bassins de confinement. Les résultats de cette étude sont attendus pour début 2025.</p> <p>Une étude et des échanges avec la fonderie voisine sont en cours pour mettre en commun les bassins de rétention.</p> <p>Le bureau d'études est en attente des plans topographiques du site (attendus pour mi-novembre) pour finaliser l'étude des besoins en rétention.</p>

<b>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose des moyens de confinement des eaux potentiellement polluées en cas d'incendie.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 10 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise que les eaux d'extinction seraient orientées vers 2 débourbeurs disposant d'une vanne d'obturation (cf réponse de la précédente visite d'inspection). Une fiche de mission a été rédigée pour la manipulation de ces vannes par les salariés. Elle est disponible à l'accueil de l'établissement (local du gardien du site). Une partie du site est sur rétention (cf point de contrôle précédent) et permet de rejoindre un bassin de rétention. Sur le terrain, il est constaté la présence du bassin de rétention.  <b>Absence d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite